

À LA POURSUITE DE CHIMÈRES CARBONÉES :

LES CONCEPTS TROMPEURS DES MARCHÉS
DU CARBONE ET DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE »



LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL, LA VÍA CAMPESINA, INDIGENOUS ENVIRONMENTAL NETWORK, CORPORATE ACCOUNTABILITY, ASIAN PEOPLES' MOVEMENT ON DEBT AND DEVELOPMENT, THIRD WORLD NETWORK, GRASSROOTS GLOBAL JUSTICE ALLIANCE, CLIMATE JUSTICE ALLIANCE, JUSTIÇA AMBIENTAL
FÉVRIER | 2021



**Les Amis
de la Terre
International**

À LA POURSUITE DE CHIMÈRES CARBONÉES : LES CONCEPTS TROMPEURS DES MARCHÉS DU CARBONE ET DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE »



mobiliser résister transformer

LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL (ATI) est le plus grand réseau écologiste présent sur le terrain dans le monde, avec 73 groupes membres et plus de deux millions de membres et de sympathisants à travers le globe. Notre vision est celle d'un monde pacifique et durable, dont les sociétés vivent en harmonie avec la nature. Nous imaginons une société de personnes interdépendantes vivant dans la dignité, la plénitude et l'épanouissement ; une société dans laquelle l'équité et les droits humains et des populations sont respectés. Une telle société devra reposer sur la souveraineté et la participation des peuples. Elle s'appuiera sur la justice sociale, économique, de genre et environnementale, et sera débarrassée de toute forme de domination et d'exploitation, telle que le néolibéralisme, la mondialisation par les entreprises, le néocolonialisme et le militarisme. Nous pensons que l'avenir de nos enfants sera meilleur grâce à ce que nous faisons.

Les Amis de la Terre International Secrétariat, P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam, Pays-Bas.
tél : +31 (0)20 6221369 info@foei.org twitter.com/FoEInt_fr facebook.com/foeint

WWW.FOEI.ORG

SOUTENU PAR



LA VIA CAMPESINA (La voie paysanne) comprend 182 organisations locales et nationales dans 81 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. Elle représente au total près de 200 millions de paysans, de petits et moyens exploitants agricoles, de personnes sans terre, de femmes et de jeunes ruraux, d'autochtones, de travailleurs migrants et agricoles. C'est un mouvement autonome, pluraliste, multiculturel, politique à travers ses revendications de justice sociale et de dignité, tout en étant indépendant de tout parti politique, d'acteurs économiques ou autres. Le mouvement s'oppose fermement à l'agriculture orientée par les grandes entreprises, néfaste pour les relations sociales et la nature. Les droits des paysans, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie paysanne sont les réponses que promeut La Via Campesina pour refroidir la planète et favoriser la justice climatique. WWW.VIACAMPESINA.ORG



INDIGENOUS ENVIRONMENTAL NETWORK (Réseau autochtone pour l'environnement) (IEN) est une alliance mondiale de peuples autochtones dont la mission vise à protéger le caractère sacré de la Terre mère et du Ciel père de la pollution et de l'exploitation en renforçant, en préservant et en respectant les connaissances et les lois naturelles autochtones. L'IEN se bat en faveur des droits des peuples autochtones et pour la justice environnementale, énergétique, climatique, alimentaire et économique. Nous participons à la campagne internationale des peuples autochtones pour une transition juste qui rompra le cycle d'une économie extractiviste, et d'un programme de mondialisation économique de la financiarisation de la nature. Nous œuvrons à maintenir les combustibles fossiles dans le sous-sol, dans la Terre mère. WWW.IENEARTH.ORG



CORPORATE ACCOUNTABILITY (Responsabilité des entreprises) est une organisation dont les membres dénoncent le non-respect du droit par des multinationales à l'échelle mondiale. Sa campagne sur le climat vise à mettre fin à l'ingérence des entreprises dans l'élaboration des politiques pour le climat (Kick Big Polluters Out [Dégageons les gros pollueurs]) et à tenir les grands pollueurs responsables d'avoir sciemment alimenté la crise climatique (Make Big Polluters Pay [Faisons payer les gros pollueurs]). Nous participons à bâtir un monde fondé sur la justice, où les entreprises rendent des comptes aux populations, et non l'inverse ; un monde où chacun a accès à de l'eau propre, à une alimentation saine, à un lieu de vie sûr et à la possibilité de réaliser pleinement son potentiel humain. WWW.CORPORATEACCOUNTABILITY.ORG



ASIAN PEOPLES' MOVEMENT ON DEBT AND DEVELOPMENT (Mouvement Asie-Pacifique sur la dette et le développement) (APMDD) est une alliance régionale de mouvements populaires, d'organisations locales, de coalitions, d'ONG et de réseaux. L'APMDD croit en une transformation sociale globale et interdépendante : une transformation économique, politique, culturelle et environnementale, qui intègre une dimension de classe, d'ethnicité et de genre. Pour contribuer à cette transformation sociale, l'APMDD travaille principalement pour un développement centré sur les personnes, ainsi que sur une justice et des droits économiques et environnementaux. WWW.APMDD.ORG



THIRD WORLD NETWORK [Réseau Tiers-Monde] (TWN) est une organisation internationale indépendante à but non lucratif de recherche et de défense des droits, qui travaille sur les questions liées au développement, aux pays en développement et aux relations Nord-Sud. Sa mission consiste à favoriser une meilleure articulation des besoins et des droits des populations du Sud, une distribution équitable des ressources mondiales ainsi que des modes de développement écologiquement durables et répondant aux besoins humains. Les objectifs de TWN sont d'améliorer la compréhension des dilemmes et des enjeux du développement auxquels sont confrontés les pays en développement, et de contribuer à l'évolution des politiques vers un développement juste, équitable et écologiquement durable. WWW.TWN.MY



GRASSROOTS GLOBAL JUSTICE (Justice mondiale populaire) (GGJ) est une alliance nord-américaine de groupes d'organisations populaires basées aux États-Unis, qui œuvre à donner plus de pouvoir aux communautés noires, indigènes, latino-américaines, asiatiques, des îles du Pacifique et de la classe ouvrière blanche en Amérique du Nord, et qui renforce nos relations avec les mouvements du Sud. Les activités de GGJ sont orientées par le cadre No War, No Warming, Build a Feminist Economy [Non à la guerre, non au réchauffement, construisons une économie féministe] qui fait écho à la philosophie du Dr Martin Luther King sur les trois maux que sont la pauvreté, le racisme et le militarisme. Nous établissons des liens entre les organisations populaires basées aux États-Unis et les mouvements sociaux qui se battent à travers le monde pour la justice climatique, le féminisme populaire, l'antimilitarisme et l'avènement d'une transition juste vers une nouvelle économie pour les peuples et la planète. WWW.GGJALLIANCE.ORG



CLIMATE JUSTICE ALLIANCE (Alliance pour la justice climatique) (CJA) est née en 2013 afin de créer un nouveau centre de gravité dans le mouvement climatique, en réunissant les groupes et les organisations de première ligne afin d'en faire un mouvement d'une grande force. Notre stratégie d'organisation translocale et notre capacité de mobilisation permettent d'aller vers une transition juste, qui nous éloigne des systèmes de production et de consommation basés sur l'extraction et l'oppression politique, pour nous rapprocher d'économies résilientes, régénératrices et équitables. Nous pensons que le processus de transition doit placer la race, le sexe et la classe sociale au centre de l'équation des solutions afin d'en faire une transition véritablement juste. WWW.CLIMATEJUSTICEALLIANCE.ORG



JUSTIÇA AMBIENTAL (Justice environnementale) (JA I) œuvre à la réduction des conséquences environnementales et sociales du développement non durable du Mozambique, et à la construction de nouveaux systèmes durables. Nous cherchons à renforcer la prise de conscience et la solidarité. Nous nous battons pour un environnement plus sûr, plus sain et de meilleure qualité au Mozambique à travers le monde, pour la génération présente et pour celles à venir. [HTTPS://JA4CHANGE.ORG](https://JA4CHANGE.ORG)

Autrice principale : Doreen Stabinsky. **Constitutrices :** Dipti Bhatnagar, Sara Shaw. **Relecture :** Adam Bradbury. **Remerciements :** nous tenons à remercier les collègues suivants pour leurs précieuses contributions et pour leurs commentaires : Celia Alldridge, Jaron Browne, Kirtana Chandrasekaran, Samuel Cossar-Gilbert, Martin Drago, Tamra Gilbertson, Tom Goldtooth, Rachel Rose Jackson, Rachel Kennerley, Yuri Onodera, Meena Raman, Isaac Rojas, Alberto Saldamando, Susann Scherbarth et La Via Campesina. **Traduction en français :** Simon Prime. **Image de couverture :** © Victor Barro, Amigos de la Tierra. **Conception graphique :** OneHemisphere, contact@onehemisphere.se.

Tous droits réservés. © 2021 Les Amis de la Terre International, La Via Campesina, Indigenous Environmental Network, Corporate Accountability, Asian Peoples' Movement on Debt and Development, Third World Network, Grassroots Global Justice Alliance, Climate Justice Alliance, Justiça Ambiental.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
1. LA SCIENCE ET LA POLITIQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE » PLONGÉE DANS LA SCIENCE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE »	6 7
2. « ZÉRO ÉMISSION NETTE », MARCHÉS DU CARBONE ET COMPENSATION DES ÉMISSIONS DE CARBONE COMPENSATION ET « ZÉRO ÉMISSION NETTE » DE NOUVELLES STRATÉGIES POUR REDORER L'IMAGE DES COMPENSATIONS ACTEURS PRINCIPAUX ET ACTEURS DE SOUTIEN	10 12 12 15
3. FIXER DES OBJECTIFS NATIONAUX À « ZÉRO ÉMISSION NETTE »	16
4. RELIER LA NATURE ET LES MARCHÉS DU CARBONE : LA COP15 DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB) ET LA COP26 DE LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC)	17
5. UNE NATURE APPARTENANT À QUI ? DES SOLUTIONS VENANT DE QUI ?	18
6. CONCLUSIONS	19

FIGURES & ENCADRÉS

FIGURE 1: COMPARAISON DES CYCLES DU CARBONE	7
FIGURE 2: ACCUMULATION DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO ₂ ET ÉVACUATIONS DES CYCLES DU CARBONE	9
ENCADRÉ 1: REVENDICTIONS POUR UN VRAI ZÉRO	5
ENCADRÉ 2: DÉCRYPTAGE DES STRATÉGIES POUR LE VRAI ZÉRO ET LE FAUX ZÉRO : DIFFÉRENCIER LES ÉMISSIONS NÉGATIVES DES COMPENSATIONS CARBONE	11

Ci-contre: Des militants défilent dans la rue lors d'une manifestation pour la justice climatique, en Pologne, le 8 décembre 2018.

© Richard Dixon/Amis de la Terre Écosse

Ci-dessous: Des militants pour la justice climatique manifestent contre Shell dans le cadre des négociations sur le climat de la COP24, à Katowice, en 2018.

© Richard Dixon/Amis de la Terre Écosse



INTRODUCTION

Pour maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale en dessous de 1,5 °C, il faut réduire immédiatement et considérablement l'utilisation des combustibles fossiles. Cela impose de cesser totalement d'utiliser des combustibles fossiles avant le milieu du siècle, d'abord pour les pays développés qui ont provoqué la crise, puis pour les pays en développement. En résumé, nous devons laisser le pétrole et le charbon dans les sols. Il nous faut y parvenir tout en nous attaquant aux inégalités et aux injustices qui résident au cœur de la crise climatique, et tout en protégeant les populations et la planète. Ce n'est pas une mince affaire, c'est le moins qu'on puisse dire. Au nom de la justice et de notre survie, nous nous devons cependant de relever ce défi aux dimensions planétaires.

"Laissons le pétrole et le charbon dans les sols."
© Angie Vanessita
www.angievanessita.com



Certains acteurs puissants, en particulier ceux les plus directement responsables des émissions, notamment le secteur des combustibles fossiles et l'agro-industrie, continuent de masquer le caractère impératif d'une élimination progressive des combustibles fossiles et des émissions de gaz à effet de serre en cherchant à détourner l'attention et à séduire le public avec leur marché du carbone. Les engagements pour « zéro émission nette » viennent s'ajouter au bouquet stratégique de ces acteurs, qui se battent avec acharnement pour maintenir le statu quo, ce qui ne manquera pas d'aggraver la catastrophe climatique. Ces stratégies des grandes entreprises visent délibérément à :

- détourner l'attention de la nécessité indéniable et urgente de mettre un terme aux émissions provenant des combustibles fossiles ;
- soustraire aux regards la responsabilité des entreprises et des élites quant à leurs émissions de carbone, ainsi que la responsabilité des gouvernements de les réglementer ; et
- poursuivre la financiarisation de la nature, en réduisant la prodigieuse diversité des forêts, des prairies et des zones humides de la planète à du carbone susceptible d'être commercialisé, et en provoquant un nouvel accaparement à grande échelle des ressources des peuples autochtones, des paysans et des communautés locales, principalement dans le Sud.

Les forêts, les terres et les écosystèmes représentent tellement plus que le carbone qui y est stocké. Ce sont des écosystèmes vivants qui respirent, des sites culturels et spirituels, qui permettent la vie de millions de personnes à travers le globe.

La multiplication des promesses de « zéro émission nette » de la part d'entreprises et de gouvernements, associée aux stratégies qui reposent sur la compensation pour tenir ces promesses, entraîne une augmentation de la demande pour les mesures de compensations. Les gouvernements soutiennent cet élan, avec la ferme intention d'utiliser les sommets sur la biodiversité et le climat de 2021 afin de poursuivre l'expansion des marchés de compensation carbone. Et l'on est en droit de se demander, étant donné l'importance que les acteurs privés accordent actuellement à l'expansion des marchés de compensation volontaire des émissions de carbone, si le secteur du commerce des droits d'émission est en train d'élaborer son propre plan B, au cas où les gouvernements échoueraient dans les négociations en cours relatives aux règles des marchés du carbone qui figurent à l'article 6 de l'accord de Paris. Bien sûr, de nombreux mouvements de la société civile s'opposent aux marchés du carbone, dans le cadre des négociations portant sur l'article 6, mais aussi dans d'autres instances.

Or les compensations ne font pas véritablement baisser les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone (CO₂). Dans le meilleur des cas elles n'entraînent pas d'augmentation nette des concentrations atmosphériques. Les émissions mondiales, donc les concentrations de CO₂, continuent de croître à un rythme fatal.

Le « zéro émission nette » est un écran de fumée, un concept inventé de façon opportune, qui est à la fois dangereux et problématique en raison de l'efficacité avec laquelle il dissimule l'inaction. Il nous faut examiner de près ces stratégies et ces promesses de « zéro émission nette », et voir lesquelles sont crédibles et lesquelles sont fausses. Les fausses stratégies « zéro » reposent sur des compensations plutôt que sur de réelles réductions d'émissions. Les vraies stratégies « zéro » tendent vers des émissions réellement nulles, ou aussi proches que possible de zéro.

ENCADRÉ 1: REVENDICATIONS POUR UN VRAI ZÉRO

1. Les gouvernements doivent de toute urgence commencer à coopérer pour une fin coordonnée de la production et de la consommation de combustibles fossiles, l'équité étant au cœur de cette élimination.
2. Nous devons accélérer la transition vers un monde plus juste sur le plan climatique, en transformant notre système énergétique selon des principes tels que la suffisance énergétique pour tous, la souveraineté énergétique, la démocratie énergétique, l'énergie en tant que bien commun, une énergie 100 % renouvelable pour tous, une énergie renouvelable appartenant aux communautés locales, et une énergie renouvelable à faible incidence.
3. Nous demandons que les droits des peuples autochtones, des paysans et des communautés locales soient accordés et respectés afin que les pratiques traditionnelles associées à la gestion communautaire des forêts puissent être pleinement appliquées, de manière à mettre un terme aux changements climatiques et à la perte de biodiversité.
4. Nous demandons que l'on soutienne l'agroécologie paysanne et que l'on soutienne les petits agriculteurs, lesquels nourrissent encore 70 % des habitants de notre planète.
5. Nous demandons une nouvelle économie pour les personnes et la planète, qui valorise la reproduction de la vie, reconnaisse notre interdépendance en tant qu'êtres humains et réorganise les soins et le travail domestique traditionnellement assumés par les femmes (partage des responsabilités entre les hommes, les femmes et l'État). Une telle transformation est essentielle pour renforcer notre résistance aux crises sanitaires et environnementales.
6. Nous devons reconquérir la sphère publique et l'arène politique dans une perspective de justice économique, sociale et de genre, et garantir les droits des peuples. Les services publics peuvent être utilisés pour garantir l'accès des populations à l'eau, à la santé, à l'énergie, à l'éducation, à la communication, aux transports et à l'alimentation. Pour payer ces services publics, nous avons besoin d'un système fiscal équitable, transparent et redistributif.
7. Nous demandons des règles contraignantes pour les grandes entreprises, ce qui nous permettra de reprendre le pouvoir sur des sociétés transnationales et d'offrir aux victimes un accès à la justice, à des indemnisations et au rétablissement de leurs moyens de subsistance, quel que soit l'endroit où les crimes ont été commis.
8. Nous devons accélérer la transition vers un monde plus juste sur le plan climatique, en transformant notre système énergétique selon des principes tels que la suffisance énergétique pour tous, la souveraineté énergétique, la démocratie énergétique, l'énergie en tant que bien commun, une énergie 100 % renouvelable pour tous, une énergie renouvelable appartenant aux communautés locales, et une énergie renouvelable à faible incidence.
9. Nous exigeons un monde juste sur le plan climatique, qui soit débarrassé du patriarcat et de tous les systèmes d'oppression, de domination et d'inégalité.



Ci-dessus: Ibu Rumsiah, de Kalimantan (Indonésie), se bat contre la centrale à charbon d'Indramayu. © Luka Tomac /Amis de la Terre International

Ci-contre: La forêt de Mabue, dans le centre du Mozambique.
© Justiça Ambiental/Amis de la Terre Mozambique

LA SCIENCE ET LA POLITIQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

01



Une centrale à charbon, de nuit en Pologne.
© shutterstock/REDPIXEL.PL

L'article 4.1 de l'Accord de Paris stipule : **En vue d'atteindre l'objectif de température à long terme énoncé à l'article 2¹, les Parties cherchent à parvenir au plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais, étant entendu que le plafonnement prendra davantage de temps pour les pays en développement Parties, et à opérer des réductions rapidement par la suite conformément aux meilleures données scientifiques disponibles de façon à parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle, sur la base de l'équité, et dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.**

Le concept de base du « zéro émission nette » peut être visualisé par une équation : les émissions de gaz à effet de serre, moins les absorptions de gaz à effet de serre, est égal à zéro. Pour atteindre zéro, les émissions sur une période donnée ne peuvent être supérieures à la quantité de dioxyde de carbone qui peut être extraite de l'atmosphère pendant cette même période.

Que nous puissions ou non atteindre le zéro n'est pas le seul élément qui compte lorsque l'on réfléchit aux implications de cette équation. Les deux soustractions cent moins cent et dix moins dix sont égales à zéro. Mais le premier nombre est bien évidemment plus élevé que le second. Il sera sans aucun doute plus facile d'éliminer dix unités de dioxyde de carbone de l'atmosphère que d'en éliminer cent unités. Il est de toute évidence essentiel, pour parvenir un jour à zéro, de limiter d'abord le niveau global des émissions.

Cet exemple et ces chiffres ne sont néanmoins que des abstractions, qui cachent plus qu'ils ne révèlent, et qui doivent être décryptés.

100-100=0
10-10=0 **ZÉRO**

¹ Contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels.



Lorsque l'accent est mis uniquement sur les flux de carbone (le carbone émis et le carbone retiré), la nature cumulative du dioxyde de carbone est passée sous silence. Le CO₂ reste dans l'atmosphère pendant des centaines, voire des milliers d'années, de sorte que tout déséquilibre entre les ajouts et les retraits augmente les concentrations atmosphériques qui persisteront. Le calendrier de mise en œuvre des stratégies à « zéro émission nette » a également de très lourdes conséquences. Si l'équilibre entre les émissions et les absorptions n'est atteint qu'au milieu du siècle, une gigantesque quantité de gaz à effet de serre viendra s'ajouter chaque année jusqu'à ce que cet équilibre soit atteint ; une quantité qui devra d'une manière ou d'une autre être éliminée si nous voulons contenir l'augmentation de la température en dessous de 1,5 °C.

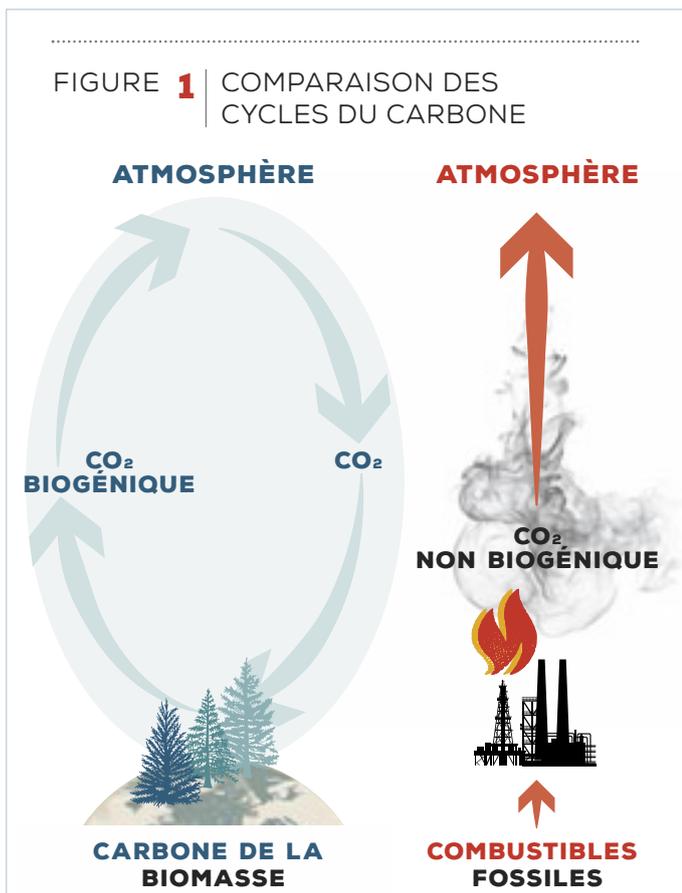
PLONGÉE DANS LA SCIENCE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

Théoriquement, le « zéro émission nette » est « atteint » lorsqu'il existe un équilibre entre les sources d'émissions et les puits de gaz à effet de serre.² Cette équation simple cache toutefois d'importantes différences entre les sources et les puits de carbone. Ces différences sont encore moins visibles lorsque l'on réduit tout le débat (et les écosystèmes !) à des molécules de carbone et à des unités de dioxyde de carbone (CO₂).

Les scientifiques distinguent deux sources différentes de dioxyde de carbone : le carbone qui circule dans des réservoirs actifs (atmosphère, océan et terre), et le carbone libéré par la combustion de matériaux stockés sous terre depuis des millions d'années, également appelé carbone fossile (voir la figure 1). Il est essentiel de comprendre certaines des raisons pour lesquelles les scientifiques se soucient de la provenance du carbone.

Par-dessus tout, les échéances sont importantes. Le cycle du carbone actif et les échanges entre les trois réservoirs actifs se déroulent sur des périodes s'étalant sur quelques heures (pensons à la photosynthèse), quelques jours et jusqu'à plusieurs siècles. En revanche, le « cycle » du carbone fossile se déroule sur une période allant de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers d'années, autrement dit sur des échelles de temps géologiques. Pour réellement « recycler » le carbone fossile en le retirant de l'atmosphère, il faudrait des processus à même de piéger et de stocker le carbone pendant des centaines, voire des milliers d'années. Voir la figure 1.

Nombre de « solutions » actuellement promues de manière erronée et dangereuse supposent que toutes ces émissions imputables aux combustibles fossiles pourraient être prélevées dans les écosystèmes naturels. Or le dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles extraits du sol et brûlés s'ajoute au carbone qui circule déjà au sein des réservoirs actifs. Nous exerçons une pression importante sur tous ces réservoirs en les poussant à absorber du CO₂ fossile supplémentaire, car leur capacité à en absorber est très limitée, et les effets de cette absorption continue sont considérables. Par exemple, le CO₂ fossile supplémentaire absorbé par les océans augmente nettement leur acidité, ce qui a des conséquences désastreuses pour les animaux ayant du carbonate dans leur corps, notamment les coraux et les crustacés. Nous sommes par ailleurs tous bien conscients des conséquences de l'augmentation des concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, qui étaient de 410 ppm en 2019 et qui, bien sûr, ne cessent d'augmenter.³



Source: IEA Bioenergy, <https://www.ieabioenergy.com/iea-publications/faq/woodybiomass/biogenic-co2/>

Le carbone circule dans les trois réservoirs actifs, indiqués par le cycle à gauche. Le cycle du carbone fossile se déroule sur des périodes beaucoup plus longues que celles des activités anthropiques (de l'ordre de plusieurs millions d'années), raison pour laquelle il n'est pas représenté ici comme un cycle. Les trois réservoirs de carbone actif, à savoir l'atmosphère, les océans et le carbone terrestre (ou de la biomasse), qui comprend le carbone des sols, interagissent entre eux.

2 Selon la CCNUCC, un « puits » correspond à tout processus, activité ou mécanisme qui élimine un gaz à effet de serre de l'atmosphère.

3 NOAA, Climate.gov. 2020. Climate change : atmospheric carbon dioxide. August 14. <https://www.climate.gov/news-features/understanding-climate/climate-change-atmospheric-carbon-dioxide>



Il est évident qu'au cours des siècles passés, l'activité humaine a épuisé le carbone du réservoir terrestre, notamment par la déforestation et l'agriculture industrielle, ce qui a entraîné une augmentation des concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, tout en réduisant le potentiel d'absorption du CO₂ dans ces écosystèmes dégradés. La restauration des écosystèmes, tout en protégeant les droits des peuples autochtones, des paysans et des communautés locales qui protègent et habitent ces écosystèmes, est en mesure d'améliorer le potentiel de réduction d'émission de carbone, et une partie du carbone terrestre qui avait été libéré peut être à nouveau captée.

Cependant, ce que la restauration (ou même la plantation d'un trillion de nouveaux arbres) ne peut physiquement pas faire, c'est compenser les émissions provenant des combustibles fossiles **supplémentaires, qui se poursuivent**. Pour paraphraser le professeur Peter Smith de l'université d'Aberdeen, nous ne pouvons pas nous contenter de verser la géosphère (c'est-à-dire le dioxyde de carbone provenant de la combustion des combustibles fossiles) dans la biosphère. Le dioxyde de carbone s'accumule dans l'atmosphère et y reste pendant des centaines ou des milliers d'années. Toute stratégie d'atténuation doit donc prendre en considération les accumulations en cours.

Ces contraintes sont bien visibles dans l'illustration réalisée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ainsi qu'ils le notent sur cette illustration (c'est nous qui mettons en gras) : « Pour stopper le réchauffement, nous devons **fermer** le robinet des émissions de CO₂ d'origine anthropique. »

Cette illustration, que nous appellerons par la suite « baignoire du GIEC », distingue le cycle naturel du carbone (à gauche sur les figures 1 et 2) du cycle qu'à moitié achevé des perturbations anthropiques, la flèche à sens unique des émissions imputables aux combustibles fossiles se trouvant à droite du premier graphique. Les émissions dues aux combustibles fossiles se déversent dans la baignoire (l'atmosphère), et à moins qu'un puits de carbone existe (ou dans la métaphore de la baignoire, un tuyau d'évacuation) qui puisse absorber toutes ces émissions, la baignoire continue de se remplir. Le texte indique que pour stopper le réchauffement, « **tout flux entrant provenant de ce robinet [fossile] doit être compensé par un flux sortant équivalent** » à travers un « tuyau d'évacuation » des « émissions négatives » naturelles et artificielles [c'est nous qui soulignons].

Ce cycle de perturbations humaines inachevé à droite est une illustration graphique du concept de « zéro émission nette » : tout flux entrant doit s'accompagner d'un flux sortant. C'est également une illustration de la manière dont le concept de « zéro émission nette » ne tient pas compte des concentrations excessives et croissantes de CO₂ déjà présentes dans l'atmosphère, à savoir le niveau d'eau que l'on trouve dans la baignoire.

« Émissions négatives » est un autre terme utilisé pour désigner l'idée d'extraire le carbone de l'atmosphère. L'illustration du GIEC souligne le fait que les technologies d'émissions négatives, telles que la bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) ou le captage et le stockage direct du carbone dans l'atmosphère, n'ont pas été testées.⁵ Les auteurs suggèrent en outre que les approches « naturelles » des émissions négatives, qui comprendraient le boisement, le reboisement et la séquestration du carbone dans le sol, sont incertaines. À mesure que la température continue d'augmenter, les forêts et le carbone qu'elles stockent seront par exemple de plus en plus menacées par la sécheresse et la dégradation des sols, les incendies et les parasites qui y sont associés.

De façon très explicite, le GIEC montre que les émissions **supplémentaires** imputables aux combustibles fossiles ne sont pas absorbées dans le cycle naturel du carbone.

Pour résumer ici les points les plus importants concernant les efforts actuels et les rêves chimériques visant à atteindre le « zéro émission nette » :

- nous ne pouvons pas faire entrer le carbone fossile que nous émettons dans le cycle naturel du carbone ;
- nous ne disposons pas de technologies d'émissions négatives du deuxième tuyau d'évacuation (testées ou validées) à même de stocker les émissions imputables aux combustibles fossiles sur une échelle de temps qui influe sur le climat (de plusieurs centaines à plusieurs milliers d'années) ;
- le robinet des émissions imputables aux combustibles fossiles continue à verser du carbone dans la baignoire à un rythme qui la remplit rapidement, bien au-delà de ce qui entraînerait un réchauffement de 1,5 °C.

Pour revenir à notre première équation, atteindre le « vrai zéro » (scénario dans lequel nous pourrions véritablement rester en dessous de 1,5 °C) nous impose de ramener les émissions imputables aux combustibles fossiles à zéro le plus rapidement possible. De petites quantités d'émissions difficiles à éliminer peuvent être absorbées par des émissions négatives (cycle de droite), et nos écosystèmes dégradés peuvent être restaurés et améliorés pour contribuer à faire baisser les niveaux atmosphériques (cycle de gauche). Il n'existe pas d'écosystèmes sauveurs sur la planète, ni de technologies magiques, qui absorberaient les émissions permanentes de combustibles fossiles.⁶

4 Mackey, B. et al. 2013. Untangling the confusion around land carbon science and climate change mitigation policy. *Nature Climate Change* 3: 552-557; Steffen, W. 2016. Land carbon is no substitute for fossil fuels. The Climate Council, Australia.

5 Les technologies de la géoingénierie soulèvent un grand nombre de questions et de préoccupations, trop nombreuses pour être mentionnées dans ce dossier. Vous trouverez des ressources utiles pour approfondir ces questions aux adresses suivantes : <https://www.boell.de/en/geoengineering> et <http://www.geoengineeringmonitor.org/>.

6 Anderson, K. 2015. Talks in the city of light generate more heat. *Nature* 528 : 437.



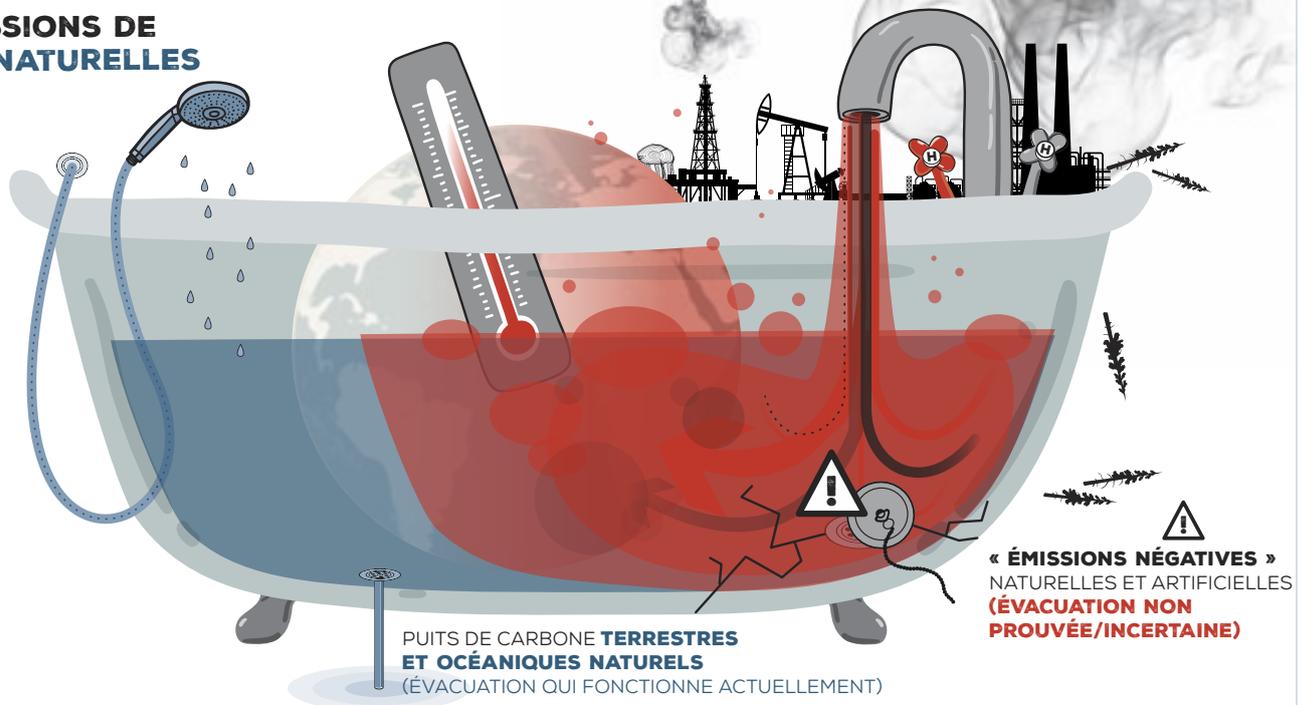
FIGURE 2 | ACCUMULATION DES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO₂
ET ÉVACUATIONS DES CYCLES DU CARBONE

STOPPONS LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

FERMONS LE ROBINET

ÉMISSIONS DE
CO₂ NATURELLES

ÉMISSIONS DE
CO₂ ANTHROPIQUES



Cette figure est une adaptation du graphique de la baignoire du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le graphique utilise l'image d'une baignoire pour différencier le carbone circulant dans le « cycle naturel du carbone » du carbone fossile dans son (absence de) cycle à sens unique. Il illustre bien qu'il n'existe pas de système fiable d'évacuation des « émissions négatives » naturelles et artificielles.

Source: <https://www.ipcc.ch/sr15/multimedia/worlds-apart/>

« ZÉRO ÉMISSION NETTE », MARCHÉS DU CARBONE ET COMPENSATION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

02



Des alliés dans la lutte pour la justice climatique dénoncent les menaces qui pèsent sur l'alimentation, la terre et l'eau à l'occasion de la COP24, en 2018.

© Richard Dixon/Amis de la Terre Écosse

Des marchés du carbone ont été créés pour l'échange d'atomes et de molécules de dioxyde de carbone invisibles.⁷ Sur les marchés du carbone, des acteurs (gouvernements, entreprises et particuliers) peuvent acquérir et vendre du carbone soit sous la forme d'émissions de gaz à effet de serre évitées (par exemple, en mettant hors service une centrale électrique au charbon et en réduisant la demande, ou en passant à des sources d'énergie renouvelables), soit sous la forme d'absorptions de carbone (plantation d'arbres ou restauration d'écosystèmes).

Deux distinctions importantes sont à garder à l'esprit lorsqu'on étudie les marchés du carbone et leurs effets sur les peuples et la planète : la différence entre le système de plafonnement et d'échange des droits d'émission et la compensation, et la différence entre les marchés volontaires et réglementés. Les marchés **réglementés** sont ceux dans lesquels la réduction des émissions est imposée par la loi, tandis que les marchés **volontaires** sont ceux où les réductions d'émissions sont mises en œuvre volontairement, par exemple par des entreprises qui ne sont actuellement soumises à aucune obligation légale de réduction des émissions.

Les règles du marché réglementé incluent la plupart du temps un **plafond**, à savoir un seuil maximal pour les émissions. Les entreprises qui sont soumises à ces règles disposent généralement de plusieurs possibilités pour rester en dessous de leur plafond individuel, ou des émissions autorisées. Elles peuvent faire redescendre leurs émissions au niveau qui leur est autorisé. Elles peuvent également **échanger** des permis d'émission avec d'autres entreprises réglementées : si elles ne parviennent pas à réduire leurs propres émissions, elles ont la possibilité d'acheter des permis supplémentaires aux entreprises qui ont réussi à faire redescendre leurs émissions en dessous de leur plafond. Telle est la nature d'un système de **plafonnement et d'échange des droits d'émission**.

Certains marchés réglementés, et tous les marchés volontaires, permettent l'achat et la vente de compensations. Dans un marché réglementé, les entreprises soumises à des obligations en matière de réduction des émissions peuvent s'extraitre du domaine réglementé et payer des acteurs non réglementés afin de diminuer

⁷ Parmi les références utiles sur les marchés du carbone, citons Les marchés du carbone à la COP25, Madrid : une menace pour les personnes, la politique et la planète, <https://www.foei.org/resources/carbon-markets-briefing-cop25> ; Commercer le carbone : comment ça marche et pourquoi c'est controversé, <https://www.fern.org/publications-insight/trading-carbon-how-it-works-and-why-it-is-controversial-651/> ; et Gilbertson, T. et O. Reyes. 2009. Carbon trading: how it works and why it fails, <https://www.tni.org/en/publication/carbon-trading-how-it-works-and-why-it-fails>.



des émissions ou d'éliminer du carbone atmosphérique. Elles achètent alors un crédit **compensatoire**. La définition de la compensation est particulièrement importante lorsque l'on envisage cette pratique dans le cadre des stratégies dites à « zéro émission nette ». Dans le cas des compensations, **un acteur continue à émettre du carbone** tandis qu'un autre réduit ses propres émissions ou piège du CO₂, théoriquement pour une quantité équivalente. Étant donné que le premier acteur continue d'émettre, **il n'y a au mieux** aucune réduction globale d'émissions résultant d'une compensation.⁸

Les marchés réglementés tels que le système d'échange de quotas d'émission de l'UE fixent des limites strictes à la quantité de compensations pouvant être utilisées pour satisfaire aux obligations de réduction des émissions. Le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) de la CCNUCC a été le principal fournisseur de compensations pour le système de l'UE. Les projets du MDP sont principalement des projets qui visent à éviter des émissions. Seuls les projets de boisement et de reboisement ayant pour but d'éliminer le carbone sont autorisés en vertu des règles du MDP, bien que les compensations pour l'élimination du carbone ne soient pas autorisées dans le cadre du système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) en raison des préoccupations relatives à la permanence ou non du carbone stocké dans les arbres.

L'argument le plus souvent cité pour justifier les marchés du carbone provient de la théorie économique néoclassique, selon laquelle les marchés peuvent octroyer efficacement des marchandises (dans ce cas-ci, les réductions d'émissions) grâce à l'utilisation des signaux-prix. Les acteurs souhaitant réduire leurs émissions chercheront à obtenir les réductions d'émissions les moins coûteuses. Tout le monde y sortirait gagnant : les acteurs concernés réduisent leurs émissions à moindre coût, et la planète contient théoriquement moins de dioxyde de carbone.

Mais pour qui exactement ces réductions d'émissions sont-elles peu onéreuses ? Certainement pas pour la planète. Ni le système de plafonnement et d'échange, ni la compensation ne réduiront les coûts globaux nécessaires pour arrêter de brûler des combustibles fossiles. En effet, pourquoi des acteurs tels que les entreprises exploitant des combustibles fossiles devraient-ils choisir des options d'échange et de compensation bon marché, TOUT EN continuant à rechercher et à extraire des combustibles fossiles et en continuant à augmenter leurs niveaux d'émission de CO₂ fossile ? Une fois ces options peu coûteuses épuisées, qui investira pour **arrêter réellement l'exploitation des combustibles fossiles?**⁹

⁸ La neutralité carbone est le meilleur scénario, qui n'est que rarement, voire jamais atteint. Le diable se cache dans les détails. Voir par exemple, Commercer le carbone : comment ça marche et pourquoi c'est controversé. <https://www.fern.org/publications-insight/trading-carbon-how-it-works-and-why-it-is-controversial-651/>

⁹ Clare, D. 2019. Carbon markets will not help stop climate change. <https://www.climatechangenews.com/2019/12/13/carbon-markets-will-not-help-stop-climate-change/>

Encadré 2 : Décryptage des stratégies pour le vrai zéro et le faux zéro : différencier les émissions négatives des compensations carbone

Les **émissions négatives** sont ce qui résulte d'un retrait de dioxyde de carbone de l'atmosphère ; pour le dire autrement, c'est le contraire des émissions. Les processus naturels et artificiels **d'élimination du dioxyde de carbone** peuvent théoriquement conduire à des émissions négatives s'il y a une élimination nette de CO₂ de l'atmosphère, après qu'aient été pris en compte d'autres aspects de ces processus qui émettent des gaz à effet de serre.

Les crédits de **compensation carbone** peuvent être générés soit en évitant les émissions, ou en les maintenant en deçà d'un niveau de référence prévu, soit en retirant du carbone de l'atmosphère.

Le fait de clarifier ces deux termes (émissions négatives et compensations carbone) permet de mettre en évidence les sources de confusion possibles, et de montrer comment des acteurs puissants profitent de l'utilisation imprécise et floue de ces termes pour tromper le grand public et dissimuler leurs activités.

Cette confusion peut provenir d'une utilisation moins technique, plus courante, du mot « compensation ». Dans le cas de la compensation carbone, le mot décrit un acteur qui continue à émettre des gaz à effet de serre pendant qu'un autre acteur met en place des réductions ou des absorptions d'émissions afin de « compenser » les émissions du premier acteur. Dans ce cas, le premier acteur achète un crédit de compensation, et l'on dit que l'action du deuxième acteur « compense » les émissions du premier.

Les stratégies du « vrai zéro » imposent aux émetteurs de réduire leurs émissions à zéro le plus tôt possible. Dans certains secteurs, il existe des raisons légitimes de ne pas pouvoir atteindre le zéro absolu, notamment dans le secteur agricole, où le travail des sols et les pratiques visant à accroître la fertilité s'accompagneront d'émissions. Les acteurs qui ne parviennent pas à atteindre le zéro absolu en matière d'émissions devront alors « compenser » leurs « émissions résiduelles » en investissant dans l'élimination du carbone, c'est-à-dire en produisant des émissions négatives (soit dans leur propre domaine ou chaîne d'approvisionnement, soit à l'extérieur). Le mot « compensation » est très souvent utilisé dans ce contexte, mais dans le sens plus générique du terme, sans rapport spécifique avec les compensations de carbone.

Il s'agit en fait d'un ensemble de concepts assimilés. Les sociétés de combustibles fossiles se vantent de leurs engagements pour un « zéro émission nette », tout en poursuivant une stratégie qui repose sur la **compensation** des émissions issues de leurs activités **habituelles** et de leurs produits — en ne réduisant pas leurs émissions aussi près de zéro que possible, et en « compensant » ensuite les émissions résiduelles. C'est une stratégie qui vise à continuer à émettre des gaz à effet de serre comme d'habitude, en continuant l'exploration, l'exploitation, la production, la vente et la combustion de combustibles fossiles, et en augmentant les rendements, tout en montrant de belles photos des projets de compensation fondés sur la nature, projets menés dans le cadre de leurs stratégies de « faux zéro ».



COMPENSATION ET « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

L'image de la baignoire du GIEC illustre très bien que la compensation carbone ne résoudra pas cette situation d'une baignoire en train de se remplir rapidement. Le bain est sur le point de déborder ! Nous devons fermer le robinet des émissions imputables aux combustibles fossiles, un point c'est tout. Les systèmes de compensation permettent de laisser le robinet ouvert, ce qui n'a aucun sens dans le jeu à somme nulle de la baignoire. **Les températures continuent d'augmenter, les personnes qui en sont les moins responsables subissent les effets les plus néfastes, et les entreprises et les élites du monde continuent à dégager leurs émissions comme si de rien n'était.**

Plus important encore, la compensation ne réduit pas les concentrations atmosphériques globales de CO₂.¹⁰ Si nous voulons empêcher la « baignoire du GIEC » de se remplir et maintenir les concentrations atmosphériques en dessous de celles qui nous feront dépasser les 1,5 °C de réchauffement, il nous faut d'abord fermer le robinet des émissions fossiles, ET également améliorer le cycle naturel du carbone sur le côté gauche du graphique.

Le secteur privé et les gouvernements proposent pourtant de s'appuyer sur la compensation en tant que principale stratégie pour atteindre le « zéro émission nette », en maintenant les taux d'émission tout en recherchant des « solutions » pour éliminer du dioxyde de carbone. (Pour plus de détails sur cette **stratégie et ses conséquences, voir l'encadré sur les stratégies de décryptage du vrai zéro et du faux zéro**). De puissants acteurs s'efforcent de consolider les règles, les infrastructures et les marchés de compensation afin de pouvoir continuer à produire des émissions selon leur mode de fonctionnement habituel, tout en les déguisant en promesses de « zéro émission nette ». L'une des principales stratégies pour obscurcir le débat et verdir davantage leurs activités consiste à utiliser des compensations « fondées sur la nature ».

Les compensations sont faites pour détourner l'attention du public des acteurs responsables des émissions vers les projets photogéniques de compensation. Elles sont également conçues pour détourner l'attention de la combustion des carburants fossiles et pour la diriger vers les activités censées réduire la concentration de dioxyde de carbone : un trillion d'arbres, le piégeage du carbone dans le sol, ou la nouvelle expression « Solutions fondées sur la Nature » (SFN).¹¹ Lohmann appelle ces deux processus parallèles « déresponsabilisation » et « défossilisation ».¹² Les mécanismes de compensations, et plus généralement les marchés du carbone, détournent l'attention de la nécessaire élimination des émissions provenant des combustibles fossiles, et occultent la responsabilité des entreprises et des élites quant à leurs émissions de carbone et au réchauffement de la planète, ainsi qu'à la responsabilité des gouvernements de réglementer ces activités.

DE NOUVELLES STRATÉGIES POUR REDORER L'IMAGE DES COMPENSATIONS

Si la compensation constitue la principale stratégie des entreprises pour maintenir les émissions à leur niveau habituel, sous couvert de fausses promesses de « zéro émission nette », nous ferons face à un besoin grandissant de compensations. Mark Carney, actuellement Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique, et conseiller financier du Premier ministre britannique pour la COP26, affirme que « nous ne pouvons atteindre des émissions de GES à zéro émission nette en l'absence de solides marchés volontaires de compensation du carbone ».¹³

Les compensations ont toutefois acquis une mauvaise réputation au cours des deux dernières décennies, pour des raisons on ne peut plus légitimes.¹⁴ Les affaires de fraude, de double comptage, de corruption et de mesures incitatives perverses à la compensation ont eu une incidence : de nombreux anciens acheteurs de compensations ont réalisé qu'ils ne réduisaient pas réellement les émissions ou les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre. Les prix des compensations volontaires sont si bas qu'ils perdent tout leur sens, et sont inutiles en tant que mesures d'incitations (théoriques) à la réduction des émissions. Les nombreux scandales d'accaparement de terres et d'expropriation des peuples autochtones, des paysans et des communautés locales liés aux projets de compensation ternissent encore davantage l'image des mesures de compensations.¹⁵

Un certain nombre de groupes influents et d'initiatives œuvrent actuellement à redorer l'image des compensations. Mark Carney dirige un nouveau groupe de travail sur l'élargissement des marchés volontaires du carbone (*Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets*, TSVCM), qui travaille à l'élaboration de normes pour des « compensations crédibles », et à l'établissement d'un

- 10 Becken, S. et B. Mackey. 2017. What role for offsetting aviation greenhouse gas emissions in a deep-cut carbon world? *Journal of Air Transport Management* 63: 71-83.
- 11 Les « solutions fondées sur la nature » sont un concept relativement nouveau, défini pour la première fois par l'Union internationale pour la conservation de la nature en 2016. L'UICN les définit comme suit : « actions visant à protéger, à gérer durablement et à restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés qui répondent aux défis sociétaux de manière efficace et adaptative, tout en procurant des avantages en termes de bien-être humain et de biodiversité ». Le diable se cache certainement dans les détails avec une définition aussi large et vague et, ainsi que nous le verrons plus loin dans ce dossier, les « solutions fondées sur la nature » sont utilisées afin de servir les programmes politiques et économiques dont le but consiste à commercialiser et à financer le carbone et le potentiel de réduction du carbone au sein des écosystèmes naturels.
- 12 Lohmann, L. 2012. Beyond patzers and clients – Strategic reflections on climate change and the 'Green Economy'. *Development Dialogue*, September 2012, pp. 295-326.
- 13 Task Force on Scaling Voluntary Carbon Markets. 2020. Webinar, October 14. <https://www.iif.com/tsvcm/Main-Page/Publications/ID/4135/Operating-Team-Announces-Expanded-Taskforce-And-Consultative-Group>
- 14 Voir par exemple : Davies, N. 2007. The inconvenient truth about the carbon offset industry. *The Guardian*, 16 June, <https://www.theguardian.com/environment/2007/jun/16/climatechange.climatechange>; Song, L. 2019. An even more inconvenient truth: why carbon credits for forest preservation may be worse than nothing. *ProPublica*, 22 May, <https://features.propublica.org/brazil-carbon-offsets/inconvenient-truth-carbon-credits-dont-work-deforestation-redd-acre-cambodia/>; Cavanagh, C. et Benjaminsen, T.A., 2014. Virtual nature, violent accumulation: The 'spectacular failure' of carbon offsetting at a Ugandan National Park. *Geoforum*, 56, pp.55-65.
- 15 Il convient de noter que les terres appartenant aux peuples autochtones sont de plus en plus ciblées par les promoteurs de projets de compensation par les forêts, ce qui génère une pression et des divisions au sein des communautés autochtones.



consensus sur leur légitimité. Un groupe d'universitaires d'Oxford a développé les « Principes d'Oxford pour la compensation carbone alignée sur le zéro émission nette ».¹⁶ L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a établi des normes pour sa catégorie – floue – de « solutions fondées sur la nature », avec l'intention manifeste que les SFN soient utilisées en tant que compensations dans le cadre d'une multiplication de ses initiatives existantes sur la compensation de la biodiversité.¹⁷

Les performances très médiocres des marchés du carbone ces deux dernières décennies, qu'ils soient volontaires ou réglementés, ont sans aucun doute déçu le secteur financier. Les intérêts financiers ne renoncent cependant pas aux opportunités de profit qu'ils perçoivent dans les marchés du carbone et ses actifs financiers, tels que les titres et les produits dérivés basés sur le carbone.¹⁸ Pour ce qui est du groupe de travail sur l'élargissement des marchés volontaires du carbone, il est parrainé par l'Institut international de la finance. Mark Carney, qui a créé ce groupe de travail, a été gouverneur de la Banque du Canada, puis gouverneur de la Banque d'Angleterre jusqu'en 2020. Le président du groupe de travail, Bill Winters, est le PDG de la banque Standard Chartered. La direction opérationnelle du groupe de travail est assurée par Annette Nazareth, ancienne commissaire de la Commission américaine des opérations de bourse (*US Securities and Exchange Commission*). Les acteurs du monde de la finance n'y vont pas par quatre chemins. Ils sont déterminés à utiliser la logique du « zéro émission nette » afin de construire un marché de compensation volontaire du carbone « plus grand et plus performant ». Il y a de visiblement de l'argent à gagner, et les banquiers et les financiers ne semblent pas vouloir laisser à des experts amateurs en politique climatique le soin de s'en occuper. On a également l'impression qu'ils ne croient pas beaucoup à des retombées utiles ou rapides des négociations en cours à la CCNUCC portant sur les règles des marchés mondiaux réglementés du carbone. Ils prévoient en effet de lancer leur propre marché pilote de compensation volontaire des émissions de carbone en 2021.¹⁹

Les plus gros émetteurs mondiaux (notamment les entreprises de combustibles fossiles, l'agroalimentaire, l'aviation et le secteur du commerce maritime) sont bien conscients de l'intérêt des compensations s'ils veulent parvenir à respecter leurs

engagements de « zéro émission nette ». Il suffit de jeter un coup d'œil au site web de Shell sur les solutions fondées sur la nature pour bien comprendre cette stratégie de détournement de l'attention et de séduction.²⁰ Shell a évidemment l'intention de continuer à explorer, à extraire et à vendre des combustibles fossiles. Il détourne l'attention de son intention de continuer à vendre des combustibles fossiles en mettant en avant son programme visant à associer des mesures compensatoires par les forêts à chaque litre d'essence vendu aux consommateurs. Il séduit avec des photos de forêts, et des engagements à participer à la préservation des écosystèmes riches en biodiversité, comme la Cordillera Azul au Pérou. Shell intègre ces jolis projets dans sa promesse d'atteindre le « zéro émission nette » au niveau de ses infrastructures et de ses opérations, oubliant de façon tout à fait opportune une éventuelle promesse de réduction de l'exploration, de la production ou des ventes de combustibles fossiles.

Eni est plus franc encore, en mettant côte à côte d'une part son « zéro émission nette » et ses mesures compensatoires prévues, et d'autre par son intention de poursuivre ses activités habituelles. Dans un récent communiqué de presse, Eni a fait part de son intention d'accroître la production de pétrole et de gaz de 3,5 % par an jusqu'en 2025, puis de réduire son empreinte carbone de 80 % d'ici 2050, en utilisant 30 millions de tonnes par an d'ici 2050 de compensations carbone provenant de projets de conservation de forêts primaires et secondaires.²¹

Total s'est engagé à un « zéro émission nette » pour l'ensemble de ses opérations à travers le globe (mais pas sur ses produits) d'ici 2050. Le groupe s'engage seulement à atteindre d'ici là le « zéro émission nette » pour les émissions des produits énergétiques vendus en Europe.²² Dans le même temps, Total se félicite de la livraison en Chine de sa première cargaison de gaz naturel liquide (GNL) « neutre en carbone ». Total affirme avoir compensé l'ensemble de l'empreinte carbone de la cargaison (y compris la production, la liquéfaction, le transport, la regazéification et l'utilisation finale) en finançant le projet d'énergie éolienne de Hebei Guyuan en Chine, ainsi que le projet de protection des forêts Kariba REDD+ au Zimbabwe.²³ Toujours dans le même temps, Total prévoit de construire un gazoduc de GNL depuis l'Ouganda à travers la Tanzanie, pour un coût de 3 milliards de dollars US.

16 Allen, M. et al. 2020. The Oxford Principles for Net Zero Aligned Carbon Offsetting. September. <https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/reports/Oxford-Offsetting-Principles-2020.pdf>

17 IUCN. Business key areas of work. <https://www.iucn.org/theme/business-and-biodiversity/our-work/business-key-areas-work>

18 On appelle financiarisation le mécanisme de transformation d'un produit de base tel que le carbone en titres et en produits dérivés. Larry Lohmann (note de bas de page 12) voit dans la financiarisation de la nature le troisième mécanisme fondamental facilité par les marchés du carbone, en plus de la déresponsabilisation et de la défossilisation. Voir également Seufert, P., et al. 2020. Rogue capitalism and the financialisation of territories and nature. [https://www.fian.org/files/files/Rogue_Capitalism_and_the_Financialization_of_Territories_and_Nature_\(1\).pdf](https://www.fian.org/files/files/Rogue_Capitalism_and_the_Financialization_of_Territories_and_Nature_(1).pdf)

19 Hook, L. et P. Temple-West. 2020. Carney calls for '\$100bn a year' global carbon offset market. *Financial Times*, 3 December.

20 Shell Nature-Based Solutions. <https://www.shell.com/energy-and-innovation/new-energies/nature-based-solutions.html#iframe=L3dYmFwcHMvMjAxOV9uYXR1cmVfYmFzZWRFc29sdXRpb25zL3VwZGF0ZS8>

21 <https://www.eni.com/en-IT/media/press-release/2020/02/long-term-strategic-plan-to-2050-and-action-plan-2020-2023.html> & <https://ja4change.org/2019/05/13/climate-criminals-eni-and-shell/>

22 <https://www.total.com/media/news/total-adopts-new-climate-ambition-get-net-zero-2050>

23 <https://www.total.com/media/news/communiqués-presse/total-delivers-its-first-carbon-neutral-Ing-cargo>. Les deux projets visent à éviter les émissions plutôt qu'à éliminer du carbone.



Des centaines d'entreprises se précipitent pour prendre des engagements à « zéro émission nette » analogues à ceux de Shell, Eni et Total. Ils cherchent à nous convaincre, nous les citoyens particulièrement inquiets au sujet des changements climatiques, qu'ils prennent la crise climatique au sérieux, tout en utilisant des mesures compensatoires qui paraissent attrayantes pour atteindre le « zéro émission nette ». Les trois exemples précédents le démontrent bien : ces entreprises prévoient également de continuer à émettre à grande échelle dans les temps à venir, en ayant recours à des compensations « fondées sur la nature » pour verdier leurs activités.

Les centaines de promesses de « zéro émission nette » entraîneront une augmentation considérable de la quantité et de la disponibilité de compensations « crédibles » et normalisées nécessaires. Bill Winters, président de TSVC, s'inquiète du fait que « *par manque de normalisation, le marché de la compensation volontaire ne peut pas se développer assez rapidement pour répondre à une demande croissante alimentée par les grandes multinationales, y compris les géants du pétrole et les compagnies aériennes, qui s'engagent à ramener leurs émissions à zéro* ». ²⁴

Où va-t-on trouver exactement toutes ces compensations ? La géosphère ne peut en effet pas être « rangée » dans la biosphère. Si les émissions imputables aux combustibles fossiles continuent à augmenter, la demande des entreprises pour leurs compensations « zéro émission nette » continuera à croître, bien au-delà de la capacité de nos terres et de nos forêts, mettant en péril les communautés locales, la production alimentaire et la biodiversité dans le monde. Le groupe de travail part du principe que les émissions nettes doivent tomber à 23 Gt de CO₂ par an d'ici 2030. Ils notent qu'il faut au moins 2 Gt de CO₂ de compensations pour l'élimination ou le piégeage du carbone dans le cadre de ce chiffre net pour 2030, soit 15 fois la quantité de compensations actuellement disponibles, et estiment que ce chiffre pourrait être bien plus élevé si l'on y inclut les compensations visant à réduire ou

éviter les émissions. ²⁵ Winters a estimé que d'ici 2050, la quantité de compensations disponibles pourrait devoir être jusqu'à 160 fois plus importante qu'en 2020, si les entreprises devaient compter sur la compensation plutôt que sur la réduction des émissions. ²⁶

Quelle superficie de la planète pensent-ils pouvoir coloniser pour tenir leurs promesses de « zéro émission nette » ? Les estimations les plus récentes des scientifiques d'Oxford concernant la contribution annuelle potentielle des « solutions climatiques naturelles » fournissent quelques chiffres utiles pour replacer dans son contexte l'objectif à court terme de 2 Gt de CO₂ par an du groupe de travail sur les compensations par élimination et piégeage du carbone. L'estimation d'Oxford de la contribution annuelle (possible dans les faits) de **toutes** les solutions climatiques naturelles est d'environ 10 Gt de CO₂, ce qui inclut les émissions évitées grâce à la protection des terres et des forêts intactes, l'élimination du carbone par la restauration des écosystèmes, et la réduction des émissions et l'élimination du carbone par une meilleure gestion des terres cultivées, des forêts et des prairies. ²⁷ Sur ces 10 Gt, environ 5 Gt proviennent des émissions évitées, et 5 Gt de l'élimination du carbone, dont 2 Gt de la restauration des écosystèmes et 3 Gt d'une meilleure gestion des terres productives existantes. La superficie des terres nécessaires pour piéger ne serait-ce que les 2 Gt de CO₂ par la restauration des écosystèmes est estimée à 678 millions d'hectares, soit environ deux fois la superficie de l'Inde. ²⁸

L'avenir des énergies fossiles dépend de chimères de carbone. ²⁹



Réunion « NO REDD »
à Maputo (Mozambique)
en 2013.
© Justiça Ambiental/
Amis de la Terre Mozambique

²⁴ Task Force webinar: <https://www.iif.com/tsvcm/Main-Page/Publications/ID/4135/Operating-Team-Announces-Expanded-Taskforce-And-Consultative-Group> and Telegraph article: <https://www.telegraph.co.uk/news/2020/10/16/exclusive-mark-carney-set-credible-carbon-market-beginning-next/>
²⁵ Task Force on Scaling Voluntary Carbon Markets. 2020. Consultation document. November. https://www.iif.com/Portals/1/Files/TSVCM_Consultation_Document.pdf
²⁶ Shankleman, J. et W. Mathis. 2020. Carbon offsets risk Libor moment without tougher rules. Bloomberg.com, 2 September. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-02/carbon-offsets-risk-libor-moment-without-tougher-rules>
²⁷ Girardin et al. En révision. Ainsi que cela est décrit dans la présentation que vous trouverez ici <https://www.youtube.com/watch?v=2ZFoVtgzedk>
²⁸ Girardin et al. En révision.
²⁹ Carton, W. 2020. Carbon unicorns and fossil futures. Whose emission reduction pathways is the IPCC performing? In Sapinski, J.P. et al. (eds.), *Has it come to this? The pitfalls and promises of geoengineering on the brink*. Rutgers University Press.



DES ACTEURS MAJEURS ET DES ACTEURS DE SOUTIEN

Il n'y a pas de surprise parmi les membres du TSVCM. BP, Shell et Total représentent les géants du pétrole ; Bunge, Nestle et Unilever sont présents pour représenter l'agro-business ; et Boeing, easyJet et Etihad représentent le secteur de l'aviation. Les membres du secteur bancaire et financier sont notamment Bank of America, BlackRock, BNP Paribas, Goldman Sachs, Itaú Unibanco et Standard Chartered.³⁰

D'autres partisans sont invités à aider à répondre à ce besoin de compensations, et à l'absence d'une offre adéquate de compensations « fondées sur la nature ». Les auteurs des Principes d'Oxford pour la compensation carbone alignée sur le zéro émission nette plaident pour une mobilisation des ressources en faveur des approches de géo-ingénierie par le biais des marchés de compensation, en s'éloignant des compensations d'émissions évitées et en se rapprochant des mesures compensatoires par élimination du dioxyde de carbone. Ils souhaitent donner la priorité aux projets de compensation par géo-ingénierie, dans lesquels le stockage à long terme du carbone serait (théoriquement) garanti : captage et stockage direct du carbone dans l'atmosphère, bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS), minéralisation et décomposition atmosphérique accrue.³¹

Personne ne sait si l'une de ces technologies de géo-ingénierie sera réellement réalisable, ni quand elle le sera, ou si de gros dégâts sont susceptibles d'être évités en les utilisant. Ce sont pour l'instant des chimères de carbone, des idées fantaisistes sur la façon dont nous pourrions résoudre la crise climatique sans avoir besoin de cesser de brûler des combustibles fossiles. Elles ne permettront pas de réaliser des compensations à court terme, ni de mettre fin aux violences actuellement exercées à l'encontre de la nature, des humains et des non-humains sur les sites d'extraction et de combustion.

Les grandes organisations de protection de l'environnement participent elles aussi à cet élan de remise au goût du jour de la compensation, et contribuent à augmenter considérablement l'offre de crédits de compensation « fondés sur la nature ». Quatre organisations siègent au groupe consultatif du TSVCM : Conservation International (CI), Environmental Defense Fund (EDF),

The Nature Conservancy (TNC), et World Wildlife Fund (WWF). Ces quatre organismes sont d'ardents promoteurs des solutions et des compensations « fondées sur la nature ». Chacun d'eux mène activement dans des pays en développement des projets conçus pour générer des crédits de compensation carbone, parfois au moyen d'alliances directes avec des grandes entreprises de combustibles fossiles.³² Ces quatre organismes ont farouchement défendu les marchés du carbone, la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), et surtout les marchés du carbone censé être « stocké » dans la nature.³³

À court terme, en attendant l'arrivée de leurs chimères de géo-ingénierie du carbone, les principes d'Oxford préconisent de donner la priorité à l'élimination du dioxyde de carbone « fondé sur la nature », du type de celle que les organisations de conservation prévoient de mettre en place.

Cette argumentation logique n'a aucun sens pour les populations ou la planète, et frise même l'absurde. Eni plante des arbres et dit à ses actionnaires prévoir d'étendre l'exploration et la production pétrolière au moins jusqu'en 2025, tandis que l'aéroport de Londres-Heathrow se félicite d'avoir sauvé les tourbières tout en planifiant la construction de nouvelles pistes.

L'estimation d'Oxford de la contribution annuelle (possible dans les faits) de toutes les solutions climatiques naturelles est d'environ 10 Gt de CO₂, ce qui inclut les émissions évitées grâce à la protection des terres et des forêts intactes, l'élimination du carbone par la restauration des écosystèmes, et la réduction des émissions et l'élimination du carbone par une meilleure gestion des terres cultivées, des forêts et des prairies. Sur ces 10 Gt, environ 5 Gt proviennent des émissions évitées, et 5 Gt de l'élimination du carbone, dont 2 Gt de la restauration des écosystèmes et 3 Gt d'une meilleure gestion des terres productives existantes. La superficie des terres nécessaires pour piéger ne serait-ce que les 2 Gt de CO₂ par la restauration des écosystèmes est estimée à 678 millions d'hectares, soit environ deux fois la superficie de l'Inde.

30 Task Force on Scaling Voluntary Carbon Markets. 2020. 2 September. <https://www.iif.com/tsvcm/Main-Page/Publications/ID/4061/Private-Sector-Voluntary-Carbon-Markets-Taskforce-Established-to-Help-Meet-Climate-Goals>

31 Allen, M. et al. 2020. The Oxford Principles for Net Zero Aligned Carbon Offsetting. September. <https://www.smithschool.ox.ac.uk/publications/reports/Oxford-Offsetting-Principles-2020.pdf>

32 <https://www.conservation.org/blog/carbon-offsets>; <https://www.terrapass.com/terrapass-on-edfs-carbonoffsetlistorg>; <https://www.shell.com/sustainability/our-approach/environmental-and-community-partners.html#iframe=L3dYmFwcHMvRWFydGh3YXRjaC92Ml8wLWw>; <https://help.worldwildlife.org/hc/en-us/articles/360007906454-Carbon-Offset-Program>

33 <https://www.conservation.org/blog/carbon-offsets>; <https://www.edf.org/climate/deforestation-solved-carbon-markets>; <https://www.nature.org/en-us/magazine/magazine-articles/carbon-capture/>; <https://www.worldwildlife.org/initiatives/saving-forests-with-redd>

FIXER DES OBJECTIFS NATIONAUX À « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

03



Des militants manifestent contre REDD et les accaparements de terres avant la signature de l'Accord de Paris, lors des négociations sur le climat de la COP21 à Paris, en décembre 2015.
© Amis de la Terre International

Les gouvernements se fixent eux aussi des objectifs à « zéro émission nette » dans le cadre des mesures qu'ils prennent conformément à l'accord de Paris, souvent par l'intermédiaire de leurs contributions nationales déterminées (CND). Les stratégies pour y parvenir sont plus variées que l'utilisation de mesures compensatoires achetées sur le marché du carbone.

Les objectifs « zéro émission nette » des gouvernements ne tiennent en outre généralement pas compte des émissions imputables aux combustibles fossiles et de la responsabilité de leur réduction, tout comme nous l'observons avec les engagements « zéro émission nette » du secteur privé. **Les objectifs ne sont en réalité que des tours de passe-passe comptables qui dissolvent les émissions positives imputables aux combustibles fossiles et les émissions négatives du secteur terrestre en un seul chiffre : zéro.** Les gouvernements n'ont pas besoin de préciser s'ils ont l'intention d'atteindre leur objectif de zéro avec l'équation *dix moins dix ou cent moins cent*, et se gardent de dévoiler si leurs stratégies visent un vrai ou un faux zéro.

Les principes utilisés pour évaluer ces mesures et ces objectifs doivent cependant être les mêmes que ceux employés pour évaluer l'action ou l'inaction des entreprises. Un objectif « zéro émission nette » doit être construit sur la base d'un **ensemble d'objectifs transparents en vue d'atteindre zéro émission de combustibles fossiles**. À l'échelon national, il conviendrait de fixer des objectifs séparés et distincts pour les réductions d'émissions industrielles et pour le renforcement du cycle naturel du carbone, notamment par la protection des forêts, la souveraineté des peuples autochtones et la restauration des forêts et des écosystèmes. Il conviendrait en outre d'atteindre ces objectifs par des actions réalisées à l'échelle nationale, plutôt que par des compensations internationales.

LIER LA NATURE ET LES MARCHÉS DU CARBONE :

LA COP15 DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB) ET LA COP26 DE LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC)

04



Des militants dénoncent les marchés du carbone à l'occasion des négociations sur le climat de la COP25 à Madrid, en décembre 2019. © Victor Barro/Amigos de la Tierra

De nombreux processus sont en cours pour faire intégrer la nature aux marchés du carbone afin de satisfaire les « besoins » générés par l'adoption de promesses, d'objectifs et de justifications de « zéro émission nette ». Il s'agit notamment des processus volontaires décrits plus haut, avec le groupe de travail sur l'élargissement des marchés volontaires du carbone (TSVCM), mais aussi de mécanismes de négociation intergouvernementaux formels, en particulier dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) et de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).³⁴

La CDB prépare son Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 (GBF post-2020), qui devrait être adopté lors de la COP15 de la CDB. Ce cadre est l'occasion pour le Nord d'obtenir des engagements de la part du Sud afin de protéger une quantité suffisante de nature susceptible de pouvoir être transformée en carbone-marchandise. Les principaux acteurs, de la présidence britannique de la COP26 au WWF International, ont été clairs et explicites quant à la nécessité de mentionner les SFN dans le résultat du GBF post-2020, et de relier cela à un argumentaire complémentaire au sujet des SFN dans les décisions de la COP26 de la CCNUCC.

La principale tâche entreprise par les Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, en ce qui concerne les marchés du carbone et le « zéro émission nette », tient en la négociation de règles pour le commerce du carbone dans le cadre de l'article 6 de l'accord. L'accord de Paris ne peut réglementer directement que le comportement des Parties à l'accord. Les Parties débattent de règles pour l'échange d'émissions entre acteurs sur des marchés réglementés, par exemple entre des entreprises de

Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne. Elles débattent également des règles d'un nouveau mécanisme d'échange de crédits compensatoires, qui succéderait en quelque sorte au Mécanisme pour un Développement Propre.

Ces négociations ont été assez lentes. La Suisse et le Pérou ont récemment conclu leur propre accord bilatéral, lié à l'article 6, donnant l'impression qu'au moins certains gouvernements ne pensent pas qu'il soit nécessaire d'attendre la conclusion des négociations sur les règles. Et l'on est en droit de se demander, vu l'importance qu'ils accordent à l'élargissement des marchés volontaires du carbone, si le secteur de l'échange de quotas d'émission élabore son propre plan B, ne voulant pas non plus attendre les résultats de la réglementation de l'article 6. Cela dit, même avec des règles claires, l'accord de Paris manque d'objectifs contraignants qui, du moins dans la théorie économique néoclassique, sont essentiels afin de générer un prix de marché pour le carbone. La charge de la mise en place de règles génératrices de marchés est maintenue aux échelles infranationale, nationale et supranationale.

Toutefois, même en l'absence d'un accord sur les règles du marché mondial du carbone, ou peut-être parce que les principaux acteurs supposent que ces négociations ne déboucheront pas sur des termes utiles, un processus est en cours dans le cadre du Comité permanent des finances de la CCNUCC pour discuter du financement des SFN lors du Forum des comités permanents de 2021.³⁵ Les résultats du forum seront probablement consignés dans une décision de la COP26, avec la possibilité de faire référence à des liens avec la CDB et son GBF post-2020.

³⁴ L'Assemblée des Nations unies pour l'environnement et le Sommet des Nations unies sur l'alimentation comptent parmi les autres événements internationaux importants en 2021, qui permettront d'intégrer encore un peu plus la nature dans les marchés du carbone et dans les initiatives « zéro émission nette ».

³⁵ Les contributions au Comité permanent des finances de la CCNUCC pour la conception du Forum sont sujettes à modification, à la fois en termes de contenu et d'identité des acteurs qui ont fait l'effort d'apporter leur contribution. <https://unfccc.int/topics/climate-finance/events-meetings/scf-forum/the-next-scf-forum-financing-nature-based-solutions>

UNE NATURE APPARTENANT À QUI ? DES SOLUTIONS VENANT DE QUI ?

05



La forêt de Mabu, dans le centre du Mozambique.
© Justiça Ambiental/Amis de la Terre Mozambique

Une certaine quantité de carbone devra être éliminée pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C, eu égard aux émissions résiduelles de secteurs tels que l'agriculture qui ne pourront pas atteindre le zéro absolu. L'ampleur de l'élimination requise dépendra de la rapidité avec laquelle les émissions mondiales atteindront zéro, ou s'en approcheront le plus possible (se reporter à l'encadré sur les stratégies de décryptage du vrai et du faux zéro). À l'heure actuelle, les seules approches permettant une véritable élimination du carbone sont fondées sur la nature : la restauration des écosystèmes et la gestion écologique des forêts, des terres cultivées et des prairies en activité. Le terme « vrai zéro » englobe ces deux exigences : ramener les émissions aussi près de zéro que possible, et avoir recours à des approches écologiques pour éliminer les émissions résiduelles.

La stratégie des entreprises que nous avons décrite ci-dessus ne contient aucun de ces éléments requis. En résumé, la stratégie des entreprises (appartenant aux secteurs les plus polluants des combustibles fossiles, de l'agroalimentaire, de l'aviation et du transport maritime, entre autres) consiste à utiliser les compensations pour continuer à émettre à grande échelle, en dissimulant leur inaction derrière de belles promesses de « zéro émission nette » et de belles photos de projets de compensation « fondées sur la nature ». La « Nature » est appelée à fournir une « solution » à leur désir de continuer à dégager leurs émissions, comme à leur habitude. Les multinationales montrent la voie, et les gouvernements les suivent. Ce château de cartes partira en flammes, et nous tous avec.

La demande mondiale croissante de « nature » pour compenser l'augmentation des émissions implique une très forte probabilité de conflits, d'incidences négatives et d'implications pour les terres et le régime foncier, ainsi que des droits bafoués, et une menace sur la vie et les moyens de subsistance de ceux qui habitent ces terres et en dépendent. Ces mêmes communautés locales qui ont été aux premières lignes de la conservation et de la protection de la nature pendant des décennies. Ce sont elles qui nourrissent actuellement le monde, protègent les forêts, et ce sont aussi elles qui subissent déjà les pires effets des acteurs industriels et des projets d'extraction qui rejettent de fortes émissions.

Les compensations et les objectifs à zéro émission nette évoqués ci-dessus supposent l'élimination massive de dioxyde de carbone, bien plus que ce que les écosystèmes pourraient théoriquement fournir, même si la nature parvenait à piéger le carbone fossile de cette manière. Le renforcement de la capacité de ces écosystèmes ne permettra pas non plus d'atteindre les niveaux visés par les objectifs « zéro émission nette » et dans les promesses et les rêves d'un marché volontaire du carbone à grande échelle. Pour satisfaire ces demandes du marché à court terme, il faudrait avoir accès à d'immenses superficies de terres et de forêts, des terres déjà occupées par les peuples autochtones, les paysans et les communautés locales. Il faudrait aussi que se concrétisent les chimères de carbone de la géo-ingénierie, pour satisfaire les demandes à long terme.

Ces terres ne seront jamais suffisantes, car les réservoirs et les cycles du carbone ne fonctionnent pas ainsi. Nous devons avant tout cesser de brûler des combustibles fossiles. L'accent mis sur l'utilisation du marché des compensations pour encourager le développement de technologies de géo-ingénierie en vue d'éliminer du dioxyde de carbone trahit la conviction, tout au moins chez les universitaires d'Oxford, que le secteur des combustibles fossiles et les gouvernements n'ont aucunement l'intention de cesser de brûler ces combustibles fossiles. Ils prévoient que la demande d'émissions négatives dépassera de loin ce que même la plus vaste opération d'accaparement de terres pourrait apporter. Les acteurs du marché, tels que ceux du TSVCM, se positionnent pour profiter au maximum de la « demande ».

Ce qui ressort clairement de tout ceci, c'est qu'il n'y a ni désir ni ambition de la part des plus grands et des plus riches du monde de réduire réellement les émissions. Le terme « écoblanchiment » (ou *greenwashing*) ne suffit pas pour décrire ces tentatives ayant pour but de masquer la croissance continue des émissions imputables aux combustibles fossiles : les termes d'écocide et de génocide rendent compte avec plus de précision des conséquences auxquelles le monde devra faire face.

36 Ainsi que nous l'indiquons dans notre note de synthèse sur les marchés du carbone : « Les peuples autochtones et les communautés locales ont longtemps résisté aux programmes de compensation des émissions de carbone, y voyant une forme de colonialisme climatique. Ces programmes ont entraîné des conflits, des abus de la part des entreprises, des déplacements forcés et des menaces de génocide culturel, en particulier pour les peuples autochtones, les petits paysans, les habitants des forêts, les jeunes, les femmes et les personnes de couleur. Ces communautés locales mènent la résistance aux marchés du carbone » Voir <https://www.foei.org/wp-content/uploads/2019/11/English-carbon-markets-briefing-OK-LOW.pdf>; <https://www.ienearth.org/carbon-offsets-cause-conflict-and-colonialism/>

CONCLUSION



Des leaders de mouvements autochtones manifestent contre les mécanismes de tarification du carbone de l'Article 6, REDD+ et d'autres fausses solutions, pendant la marche mondiale pour le climat à Madrid, lors de la Cdp 25 de la CCNUCC, en décembre 2019.

© Indigenous Environmental Network

Il est évident qu'il existe de fortes incitations économiques à ignorer toutes les données scientifiques présentées ici.

Cela se traduit par une multiplication des mesures tâchant de remettre au goût du jour la compensation en tant que solution pour le climat en général, et en tant que « solution » à « émission zéro nette » en particulier.

Les chiffres ne correspondent pourtant à aucune « solution » réaliste. Pour atteindre le « zéro émission nette », il faut équilibrer les sources et les puits. Les approches classiques des grandes entreprises, soutenues par des universitaires et des ONG de protection de la nature favorables au marché, vont entraîner une demande massive de terres supposées permettre d'absorber les émissions en cours. Ces terres sont pour l'instant occupées ; les stratégies de « faux zéro » dépendantes de la compensation imposeront fatalement un accaparement planétaire de terres, et l'expropriation des peuples autochtones, des paysans et des communautés locales.

Une approche « vrai zéro » exige des réductions d'émissions à une échelle et à une vitesse permettant de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C. Elle exige de tous les acteurs de faire redescendre immédiatement leur courbe d'émissions vers le zéro. Dans un budget carbone de 1,5 °C, il n'y a pas de place pour la compensation.

Les objectifs « zéro émission nette » doivent être transformés en objectifs « vrai zéro ». Pour ce faire, les gouvernements et les autres acteurs doivent se fixer deux objectifs distincts : cesser progressivement d'utiliser des combustibles fossiles, et investir dans les écosystèmes et soutenir les personnes qui dépendent de ces écosystèmes, ainsi que leurs moyens de subsistance. Il leur faut avant tout adopter un objectif de réduction des émissions qui conduise au « vrai zéro ».

Les marchés ne nous sauveront pas, et si nous continuons à penser que les marchés vont permettre de réduire les émissions, la planète va brûler. Nous devons cesser de débattre de la manière de réarranger les chaises longues du carbone, tout en ignorant le fait que le navire coule pendant que les émissions imputables aux combustibles fossiles continuent d'augmenter.

À LA POURSUITE DE CHIMÈRES CARBONÉES : LES CONCEPTS TROMPEURS DES MARCHÉS DU CARBONE ET DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

Les Amis de la Terre International, La Via Campesina, Indigenous Environmental Network, Corporate Accountability, Asian Peoples' Movement on Debt and Development, Third World Network, Grassroots Global Justice Alliance, Climate Justice Alliance, Justiça Ambiental

FÉVRIER | 2021



REVENDEICATIONS POUR UN VRAI ZÉRO

1. Les gouvernements doivent de toute urgence commencer à coopérer pour une fin coordonnée de la production et de la consommation de combustibles fossiles, l'équité étant au cœur de cette élimination.
2. Nous devons accélérer la transition vers un monde plus juste sur le plan climatique, en transformant notre système énergétique selon des principes tels que la suffisance énergétique pour tous, la souveraineté énergétique, la démocratie énergétique, l'énergie en tant que bien commun, une énergie 100 % renouvelable pour tous, une énergie renouvelable appartenant aux communautés locales, et une énergie renouvelable à faible incidence.
3. Nous demandons que les droits des peuples autochtones, des paysans et des communautés locales soient accordés et respectés afin que les pratiques traditionnelles associées à la gestion communautaire des forêts puissent être pleinement appliquées, de manière à mettre un terme aux changements climatiques et à la perte de biodiversité.
4. Nous demandons que l'on soutienne l'agroécologie paysanne et que l'on soutienne les petits agriculteurs, lesquels nourrissent encore 70 % des habitants de notre planète.
5. Nous demandons une nouvelle économie pour les personnes et la planète, qui valorise la reproduction de la vie, reconnaisse notre interdépendance en tant qu'êtres humains et réorganise les soins et le travail domestique traditionnellement assumés par les femmes (partage des responsabilités entre les hommes, les femmes et l'État). Une telle transformation est essentielle pour renforcer notre résistance aux crises sanitaires et environnementales.
6. Nous devons reconquérir la sphère publique et l'arène politique dans une perspective de justice économique, sociale et de genre, et garantir les droits des peuples. Les services publics peuvent être utilisés pour garantir l'accès des populations à l'eau, à la santé, à l'énergie, à l'éducation, à la communication, aux transports et à l'alimentation. Pour payer ces services publics, nous avons besoin d'un système fiscal équitable, transparent et redistributif.
7. Nous demandons des règles contraignantes pour les grandes entreprises, ce qui nous permettra de reprendre le pouvoir sur des sociétés transnationales et d'offrir aux victimes un accès à la justice, à des indemnités et au rétablissement de leurs moyens de subsistance, quel que soit l'endroit où les crimes ont été commis.
8. Nous devons accélérer la transition vers un monde plus juste sur le plan climatique, en transformant notre système énergétique selon des principes tels que la suffisance énergétique pour tous, la souveraineté énergétique, la démocratie énergétique, l'énergie en tant que bien commun, une énergie 100 % renouvelable pour tous, une énergie renouvelable appartenant aux communautés locales, et une énergie renouvelable à faible incidence.
9. Nous exigeons un monde juste sur le plan climatique, qui soit débarrassé du patriarcat et de tous les systèmes d'oppression, de domination et d'inégalité.



SOUTENU PAR

